

RAPPORT D'ACTIVITÉS



SESSION ORDINAIRE 2020-2021
3^E SESSION DE LA XI^E LÉGISLATURE

MME MATHILDE VANDORPE
DÉPUTÉE CDH
AU PARLEMENT DE WALLONIE





TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	2
PRÉSENTATION DE LA DÉPUTÉE	6
PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PARLEMENTAIRES	8
A. PARLEMENT DE WALLONIE	8
1. Propositions de décret	8
2. Propositions de résolution	11
3. Projets de motion	12
4. Questions et interpellations recevables adressées au Gouvernement	13
Questions orales et questions écrites	13
Interpellations	16
B. PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES	17
1. Propositions de décret	17
2. Propositions de résolution	19
3. Amendements	21
4. Questions recevables adressées au Gouvernement	24
Questions orales et questions écrites	24
Questions d'actualité	27
PRÉSENTATION DES AUTRES ACTIVITÉS	28
1. Mandats publics	29
2. Visites de terrain	31
3. Parlement des Enfants	31



AVANT- PROPOS

À L'HEURE DE LA RÉDACTION DE CES LIGNES,
NOUS VOICI À LA MOITIÉ D'UNE LÉGISLATURE Ô COMBIEN ENTACHÉE
PAR CE QU'IL EST DÉSORMAIS CONVENU D'APPELER LA CRISE SANITAIRE.

MATHILDE VANDORPE
DÉPUTÉE CDH AU PARLEMENT DE WALLONIE



**UNE CERTITUDE S'IMPOSE,
LES EFFETS DÉVASTATEURS
DE CETTE CRISE NE
DISPARAITRONT PAS UNE FOIS
L'ÉPIDÉMIE ENDIGUÉE.**

Voici plus de deux ans que notre groupe travaille depuis les bancs de l'opposition en prônant et en appliquant une démarche positive et constructive. À ma grande satisfaction, j'ai d'ailleurs pu observer durant cette année quelques signes d'ouverture de la part de la majorité en place. Ces signes ne sont certes pas fréquents mais ils représentent toutefois un indicateur encourageant et ce particulièrement pour le citoyen.





Chaque année, je vous communique un condensé des grands enjeux sur lesquels j'ai prioritairement œuvré tout au long de l'exercice parlementaire écoulé. Voici donc venu le temps de quelques chiffres évocateurs. Au cours de la période académique 2020-2021, je suis intervenue 81 fois au Parlement de Wallonie et à 94 reprises au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. À Namur, je me suis concentrée sur des questions particulièrement liées, cela va sans dire, à la pandémie Covid-19 (30% de mes interventions). Le plus souvent, elles portaient sur :

- les problématiques vécues par les personnes en situation de handicap,
- les maisons de repos,
- la santé mentale,
- le soutien psychologique,
- la vaccination,
- et les secteurs oubliés par les aides gouvernementales.



**UN PROJET VIENT DE NAÎTRE
DE MA DÉCISION DE CONSTITUER
DES PETITS GROUPES DE RÉFLEXION
À LA DEMANDE DU CITOYEN AFIN
D'ABORDER LES THÈMES AUXQUELS
IL PORTE INTÉRÊT.**

Hormis la crise sanitaire, je suis intervenue sur l'action sociale, la santé et l'égalité des chances (43%), la mobilité, les transports et la sécurité routière (14,65%), l'environnement et le climat (3,7%) et l'emploi, l'aménagement du territoire et le budget (1% pour chaque thématique).

Au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, la majeure partie de mon travail concerne l'éducation. Sur 94 interventions en 2020-2021, 35% étaient consacrés à l'enseignement en période pandémie: normes sanitaires dans les écoles, codes couleur, cours d'éducation physique et sport dans les écoles, cout des mesures sanitaires, testing, situation des internats, enseignement hybride et place du numérique, etc. Hors Covid, mes interpellations portaient sur l'éducation à hauteur de 59%. Viennent ensuite la petite enfance, la jeunesse et l'aide à la jeunesse, le sport et la culture (5%).

Je vous donne ces chiffres par totale transparence. Il va de soi que la part réservée au Covid (que ce soit au Parlement de Wallonie ou de la Fédération Wallonie-Bruxelles) implique de facto un amenuisement de celle accordée aux autres compétences. Il vous est loisible de retrouver le détail de ces interventions dans ce rapport et leur contenu est également consultable sur les sites web des parlements.

Au-delà des interpellations adressées aux gouvernements, notre groupe a œuvré d'arrache-pied à la rédaction de propositions que nous considérons comme essentielles. Dans le meilleur des cas, elles furent suivies d'un vote d'approbation par la majorité. Mais la chose fut rare. Parfois, elles furent remplacées ou intégrées dans des textes issus de cette même majorité. Je préfère n'accorder qu'une importance relative à ce petit jeu politique.

L'essentiel pour moi: que des solutions soient trouvées pour le mieux-être du citoyen. J'ai ainsi obtenu que soient votées mes propositions sur le congé de paternité pour les enseignants, l'allongement du « congé » de deuil pour tous les parents, la résolution « santé mentale » sur la prévention des comportements suicidaires, le renforcement des TEC par les autocaristes, le soutien aux autocaristes, le soutien aux personnes-ressources pour le numérique dans les écoles.

Au moment où il semblerait que nous soyons progressivement en train de sortir de la crise sanitaire, je vous adresse un message de prudence et de bon sens. Il nous est arrivé à plusieurs reprises de considérer que nous avons vaincu le virus et... de voir arriver une nouvelle vague. Quoi qu'il en soit, une certitude s'impose, les effets dévastateurs de cette crise ne disparaîtront pas une fois l'épidémie endiguée.

Ces quelques lignes vont donc vous permettre, en toute transparence, d'exercer votre légitime contrôle sur mon travail parlementaire. Vous pourrez ainsi constater que le mandat que le citoyen m'a confié se voit par un travail constant et fourni.

N'hésitez jamais à me contacter si vous souhaitez me faire part de vos idées ou porter à ma connaissance des problèmes ayant trait aux compétences régionales ou communautaires! Je suis votre députée et, par conséquent, votre relai pour que votre voix puisse être entendue au sein des gouvernements.

À ce propos, un projet vient de naître de ma décision de constituer des petits groupes de réflexion à la demande du citoyen afin d'aborder les thèmes auxquels il porte intérêt. Ces échanges permettraient de confronter divers avis, de les analyser et, objectif ultime, d'apporter des propositions concrètes issues directement de la concertation citoyenne. À vos suggestions!

Et d'ici là, bonne lecture!



PRÉSEN- TATION DE LA DÉPUTÉE

PARTI : CENTRE DÉMOCRATE HUMANISTE
ARRONDISSEMENT : TOURNAI-ATH-MOUSCRON



Pour me contacter

rue Saint-Pierre, 4 boîte 6

7700 Mouscron

0475 806 105

hello@mathildevanderpe.be





COMMISSIONS

PARLEMENT DE WALLONIE

- Commission de l'emploi, de l'action sociale et de la santé: Membre effective
- Commission de vérification des pouvoirs: Membre effective

PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

- Membre du Bureau et 3^{ème} Secrétaire du Parlement
- Commission de l'Éducation: Membre suppléante
- Commission de coopération: Membre suppléante

PRÉSEN- TATION DES ACTIVITÉS PARLEMEN- TAIRES



A. PARLEMENT DE WALLONIE

1. PROPOSITIONS DE DÉCRET

- **Proposition de décret modifiant le décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la transparence de l'autorité publique**

La présente proposition de décret vise à donner suite aux constats et demandes de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) tels que formulés dans son rapport d'activités 2019.



— **Proposition de décret relatif à la publicité de l'administration pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution**

Les auteurs de la présente proposition de décret proposent de suivre la recommandation émise par la Commission d'accès aux documents administratifs dans son rapport d'activités 2019 visant à: - combler le vide juridique existant concernant la publicité applicable aux autorités publiques agissant dans le cadre de l'exercice de compétences transférées à la Région wallonne par la Communauté française; - harmoniser le régime applicable aux associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, dites associations chapitre XII, avec celui applicable aux centres publics d'action sociale.

- **Proposition de décret modifiant l'article 17 de la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le règlement (CE) n° 561/2006**

La présente proposition de décret permet le recours au cautionnement pour l'ensemble des entreprises de transport, d'une part, et élargit le spectre des dettes concernées par un cautionnement à l'ensemble des dettes de l'entreprise, d'autre part.

- **Proposition de décret créant un projet économique novateur pour aînés dans une transition épanouie et solidaire (Penates), visant à promouvoir le co-logement pour aînés, personnes en situation de handicap et personnes à revenus modestes, dans une mixité sociale inclusive**

Les maisons de repos et les résidences-services sont souvent présentées comme les seules solutions d'accueil et d'hébergement pour les personnes âgées. Selon plusieurs études récentes, l'espérance de vie « en bonne santé » n'augmente plus depuis 2010. Le nombre d'années de vie en incapacité a donc tendance à croître. L'augmentation de l'espérance de vie ne suffit pas à expliquer l'allongement des séjours en maisons de repos. D'autres facteurs de société jouent un rôle, en particulier dans les grandes villes : habitat et environnement inadaptés, accès insuffisant à l'aide et aux soins à domicile, insécurité, isolement social, précarité et manque de solidarité ou de proximité. Tout ceci a pour conséquence qu'un nombre important de personnes faiblement dépendantes entrent en maison de repos pour raisons sociales, alors que ces places devraient être prioritairement réservées aux personnes âgées dépendantes. Il convient donc d'essayer de trouver des alternatives à la maison de repos et à la résidence-service, cette dernière étant parfois inaccessible financièrement aux personnes âgées. La présente proposition de décret s'y emploie, en proposant la création d'habitations appelées « Penates » et directement inspirées de l'expérience « Abbeyfield ». Ce concept, venu de Grande-Bretagne, est à la fois un concept d'habitat groupé, participatif et solidaire et un mouvement de volontaires qui aide des aînés le plus souvent isolés mais autonomes à partager un cadre de vie épanouissant. Une dimension sociale et intergénérationnelle y est ajoutée à travers la présente proposition de décret, en permettant à des personnes présentant un handicap ou à des ménages à revenus précaires ou modestes, quel que soit leur âge, d'intégrer l'habitation.





2. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION

- **Proposition de résolution visant à prévenir les suicides et les tentatives de suicide dans un contexte de fragilisation de la santé mentale causé par la crise sanitaire de la Covid-19**

Dans le contexte de pandémie de la Covid-19, la probabilité est grande de voir le nombre de suicides augmenter en Wallonie. De nombreux facteurs de risques du suicide et des comportements suicidaires sont exacerbés, comme les privations de contacts sociaux, le stress face à la maladie, les nombreux deuils, l'accroissement des violences domestiques, etc. La présente proposition de résolution vise à augmenter les mesures de prévention du suicide et à instaurer un monitoring précis du phénomène. Elle rappelle l'importance de travailler avec les acteurs clés que sont la presse et la première ligne de soin. Pour garantir la réussite de la promotion de la santé mentale pour tous, elle plébiscite une approche transversale qui tient compte des inégalités sociales.

— **Proposition de résolution visant à promouvoir la formation en alternance comme filière d'excellence**

La présente proposition de résolution a pour objectif de promouvoir la formation en alternance comme filière d'excellence à travers notamment l'organisation des Assises de l'alternance, un monitoring de l'offre de formation en alternance ainsi que l'établissement de normes communes à tous les opérateurs de la formation en alternance. Ces actions sont à mener en concertation avec la Communauté française et la Commission communautaire française. Par ailleurs, il est demandé au Gouvernement wallon de conditionner certaines aides publiques et certains marchés publics, par le biais de clauses appropriées, à l'ouverture quantifiée et mesurable de nouvelles places de formation en alternance.

3. PROJETS DE MOTION

- **Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Madame Schyns à Monsieur Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences, sur «le quatrième volet des mesures économiques wallonnes et les carences des volets précédents»**
- **Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Madame Vandorpe à Monsieur Borsus, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences, sur «la nécessité d'un régime d'aides particulier pour voyageurs et autocaristes»**
- **Projet de motion déposé en conclusion du débat relatif à «get up wallonia!»**
- **Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Madame Lekane à Madame Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes, sur «l'appel de 170 personnalités pour la levée des brevets relatifs aux vaccins contre la Covid-19»**



4. QUESTIONS ET INTERPELLATIONS RECEVABLES ADRESSÉES AU GOUVERNEMENT

QUESTIONS ORALES ET QUESTIONS ÉCRITES

Crise sanitaire

- Le soutien des autorités vis-à-vis des parents d'enfants handicapés pendant la crise de la Covid-19
- La mise en œuvre par le Gouvernement wallon du soutien psychologique à la population suite à la crise sanitaire de la Covid-19
- La mise à disposition de masques adaptés au handicap de la personne
- Le retard dans le financement du fonctionnement des centres de dépistage de la Covid-19
- La survie du secteur des autocaristes
- L'organisation de la première ligne de soins
- Le suivi du virus dans les maisons de repos
- La santé mentale des indépendants
- La santé mentale des jeunes
- l'application Coronalert
- Le courrier des autocaristes adressé à Monsieur le Ministre
- Les homes oubliés dans la campagne de vaccination
- La vaccination dans les institutions collectives
- Les invitations erronées à la vaccination
- Le mode de désignation des « call centers » requis pour la campagne de vaccination
- Le déconfinement dans les maisons de repos (MR) et maisons de repos et de soins (MRS)
- La vaccination des migrants
- Le passeport vaccinal
- Les chiffres de la vaccination en maison de repos
- Les missions du nouveau Délégué général Covid-19 pour la Wallonie
- Les différences d'approche en matière de testing entre la Wallonie et la Flandre
- La mise en œuvre du renforcement de la capacité des transports en commun
- L'évaluation du renforcement par les autocaristes des lignes TEC saturées
- Les indemnités compensatoires liées aux travaux publics
- La cellule spécifique chargée d'accompagner le Gouvernement, l'AViQ et les services administratifs wallons dans la gestion de la crise de la Covid-19



Action sociale et santé

- Le renforcement du personnel d'encadrement des services d'aide aux familles et aux aînés
- Le dépistage du cancer colorectal en Wallonie
- L'aide alimentaire
- La lutte contre le tabagisme en Wallonie
- Le modèle de gestion « Tubbe » dans les maisons de repos wallonnes
- La maltraitance des personnes âgées
- Le sentiment de solitude chez les personnes de plus de 75 ans
- La création d'un site web pour l'évaluation par la population de son état de santé mentale
- Le dépistage du virus de l'immunodéficience humaine (VIH)
- L'accès aux soins des personnes porteuses de handicap
- La campagne « Tournée minérale »
- La démarche qualité et d'amélioration continue dans les maisons repos (MR)
- La campagne « Octobre rose »
- Le retrait du cannabis de la liste des drogues les plus dangereuses
- La polymédication des personnes âgées
- Le dépistage du cancer colorectal en Wallonie
- La fin de la dispensation des soins contre la mucoviscidose au Centre hospitalier Chrétien (CHC) de Liège
- La lutte contre le surpoids
- Le projet d'arrêté relatif à l'aide aux personnes âgées (APA)
- Les réseaux de santé dans le cadre de « Get up Wallonia ! »
- La fiche relance « Transition numérique de la Santé en Wallonie »
- Le concours en médecine
- La prévention du diabète
- La Journée de sensibilisation à la maltraitance des personnes âgées
- L'autodétermination des personnes âgées
- L'impact de l'opération Viva for Life sur la pauvreté infantile et le rôle des politiques publiques
- L'aide dans les institutions hors-AViQ

Égalité des chances

- La langue des signes
- Les suites du Plan wallon « Accessibilité » pour les personnes à mobilité réduite
- Les initiatives locales d'intégration
- L'habitat inclusif solidaire
- L'absence d'organe consultatif pour les personnes handicapées en Wallonie



Emploi et formation

- La légalité des stages non rémunérés imposés par certains CPAS à leurs bénéficiaires avant leur mise à l'emploi sous statut article 60

Mobilité et transport

- La traversée de Halle
- Le développement d'une ligne de bus express Péruwelz-Renaix
- La fermeture des guichets de la gare de Leuze-en-Hainaut et son impact pour les projets de mobilité
- La réfection de l'autoroute A8/E429 entre Frasnes-lez-Anvaing et Tournai
- La désignation de la Wallonie Picarde comme organe de consultation de bassins de mobilité
- L'impact de la fermeture des guichets de gare pour l'attractivité du transport ferroviaire

Sécurité routière

- La sécurisation de la RN48 à Mourcourt
- L'installation d'un radar sur la RN 48 à Mourcourt
- La sécurisation de la chaussée de Soignies (RN57) à Ghislenghien
- L'installation d'un radar sur la chaussée de Soignies (RN57) à Ghislenghien
- La sécurisation du boulevard des Alliés à Mouscron

Environnement

- La pollution aux hydrocarbures de l'Escaut
- L'analyse de Madame la Ministre relative à l'extension d'un poulailler industriel à Dottignies

Aménagement du territoire

- L'analyse de Monsieur le Ministre relative à l'extension d'un poulailler industriel à Dottignies
- La position unanime des communes de Wallonie picarde refusant le tracé de la «Boucle du Hainaut»
- Les garanties d'indépendance de la société Jing Dai EURL chargée de la contre-expertise dans le dossier de la «Boucle du Hainaut»

Climat

- L'appel à projets pour la création d'espaces verts dans le contexte d'adaptation à la crise climatique

Budget

- Le budget base zéro, ses premiers enseignements fonctionnels et ses conséquences pour les unités d'administration publique (UAP) relevant des compétences de Monsieur le Ministre

INTERPELLATIONS

- La nécessité d'un régime d'aides particulier pour voyageurs et autocaristes
- Les aides Covid-19 aux secteurs médical et paramédical wallons





B. PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

1. PROPOSITIONS DE DÉCRET

- **Proposition de décret visant à augmenter l'aide spécifique aux directions d'écoles maternelles, primaires et fondamentales afin de faire face à la pandémie de Covid-19**

La présente proposition de décret vise à renforcer l'aide spécifique aux directeurs de l'enseignement fondamental pendant la période de pandémie de Covid-19 au vu des nombreuses nouvelles tâches générées par celle-ci.

- **Proposition de décret visant à aligner le nombre de jours de congés octroyés suite à une naissance pour le personnel enseignant, pour le personnel technique des centres PMS, des centres de formation de l'état et des services d'inspection**

La présente proposition de décret vise à modifier le nombre de jours de congés de circonstances exceptionnelles pour l'accouchement de l'épouse ou de la personne avec qui, au moment de l'évènement, le membre du personnel de l'enseignement, le membre du personnel technique des centres PMS, des centres de formation de l'État et des services d'inspection vit en couple.

— **Proposition de décret visant à permettre l'utilisation des moyens financiers octroyés pour l'engagement de conseillers en prévention, dans les établissements scolaires**

La présente proposition de décret vise à permettre l'utilisation des moyens financiers destinés à l'engagement de conseillers en prévention dans les établissements scolaires au-delà de l'année civile de l'octroi de ces moyens.

— **Proposition de décret modifiant le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française**

La présente proposition vise à modifier le décret relatif au programme prioritaire de travaux afin d'y inclure les crédits obtenus dans le cadre du plan de relance et de résilience européen. Procéder de la sorte permet de répondre aux contraintes et objectifs imposés par l'Union européenne dont celui du timing et permet de concrétiser un premier réinvestissement dans les bâtiments scolaires.

— **Proposition de décret modifiant le décret II du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française**

Le Gouvernement compétent en matière d'aide aux clubs sportifs est le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Très récemment, voulant aider les clubs sportifs wallons touchés de plein fouet financièrement par la crise du Covid-19, le Ministre wallon en charge des Infrastructures sportives a souhaité développer un mécanisme d'aide pour eux. Cependant, malgré des moyens présents dans la base budgétaire wallonne, il semble que celui-ci se soit heurté au principe intra-belge de répartition des compétences entre les niveaux de pouvoirs. Dès lors, afin de permettre la concrétisation de l'aide souhaitée par le Ministre wallon, il est proposé de réduire les moyens qui seront transférés de la Fédération Wallonie-Bruxelles vers la Wallonie en 2021, et ce afin de permettre au Gouvernement communautaire de dégager les marges nécessaires à cette intervention.



2. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION

- **Proposition de résolution relative au soutien déterminé aux « personnes-ressources techniciens numériques » au sein des écoles primaires et secondaires ordinaires et spécialisées de la Fédération Wallonie-Bruxelles**

La présente résolution vise à demander au Gouvernement de prendre des mesures appropriées pour reconnaître aux personnes-ressources techniciens numériques la capacité d'exercer au sein des écoles d'enseignement primaire et secondaire ordinaire et spécialisé de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

- **Proposition de résolution visant à accorder dix jours de congé aux membres du personnel de la fonction publique et aux personnels enseignants en cas de décès d'un enfant**

La présente résolution vise à étendre à 10 jours le congé en cas de décès d'un enfant d'un-e membre du personnel de la fonction publique ainsi qu'aux personnels enseignants.

— **Proposition de résolution relative à la prise en compte optimale de la dimension de la santé mentale des enfants et des jeunes au vu de l'impact de la pandémie de Covid-19 sur celle-ci**

La présente proposition de résolution vise à demander au Gouvernement de prendre des mesures appropriées pour prendre en compte une dimension bien trop oubliée durant la crise sanitaire, à savoir celle de l'impact sur la santé mentale, et en particulier celle des enfants et des jeunes.

— **Proposition de résolution visant à la codification des dispositions décrétales et réglementaires en matière d'enseignement supérieur**

Dans un objectif de simplification administrative et afin d'améliorer la clarté, la cohérence et l'accès de la législation relative à l'enseignement supérieur en Communauté française, la présente proposition de résolution demande au Gouvernement de procéder à la codification des décrets et arrêtés qui y ont trait.

— **Proposition de résolution relative au soutien aux clubs sportifs labellisés et à la formation des jeunes**

La présente proposition de résolution vise à marquer le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles aux clubs sportifs à travers un processus de labellisation. Elle vise à permettre la liquidation des subsides annoncés à cet effet pour l'exercice 2020-2021. Elle vise également à montrer le soutien du Parlement à un plan de formation des jeunes dans l'ensemble des disciplines sportives.

— **Proposition de résolution visant à promouvoir l'alternance comme filière d'excellence dans l'enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles**

La présente proposition de résolution a pour objectif de promouvoir l'alternance comme filière d'excellence dans l'enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, à travers notamment l'organisation des Assises de l'Alternance, un monitoring de l'offre de formation en alternance dans l'enseignement obligatoire, un état des lieux de l'alternance dans l'enseignement supérieur ainsi que l'établissement des normes communes à tous les opérateurs d'alternance, en ce qui concerne les options à créer ou maintenir.

3. AMENDEMENTS

- **Proposition de décret visant à l'octroi, en 2021, de moyens supplémentaires permettant de couvrir les surcoûts de fonctionnement liés à la gestion de la crise sanitaire pour les écoles de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, et d'apporter un soutien éducatif et psycho-social renforcé aux élèves des écoles de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé - amendement déposé en séance**

Le texte propose d'octroyer un montant supplémentaire de 5,8 millions d'euros aux établissements de l'enseignement obligatoire et aux académies en vue de renforcer, en 2021, l'enveloppe de 20 millions d'euros dite «Soutien aux écoles - Forfait COVID».

Le décret propose également de développer des pratiques d'accompagnement spécifique COVID, en mettant l'accent sur les activités de soutien éducatif et psycho-social. Elles reposent sur la constitution de deux enveloppes différentes équivalentes à un montant total de 19 millions d'euros.

Une première enveloppe dédiée aux établissements scolaires d'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé s'élève à 10 millions d'euros. Une seconde enveloppe dédiée aux 187 Centres psycho-médico sociaux s'élève à 9 millions d'euros.

- **Projet de décret modifiant le décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement - amendements déposés en séance**

La mise en œuvre du Parcours d'Éducation Culturelle et Artistique (PECA) s'appuie notamment sur des référents culturels. Dans un souci de mutualisation des ressources, ces référents seront désignés au sein des réseaux et auront pour mission le soutien des équipes éducatives de chaque établissement. Eu égard aux missions qu'il/elle doit exercer, il apparaît de nombreuses similitudes entre le référent culturel et le conseiller au soutien et à l'accompagnement.



— **Projet de décret modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé afin de supprimer l'intégration temporaire totale - amendements en commission**

Le présent décret reprend les modifications nécessaires à la suppression du mécanisme de l'intégration temporaire totale, première étape permettant la réforme globale de l'intégration qui aura lieu via la mise en place des pôles territoriaux. La suppression de l'intégration temporaire totale abroge l'obligation, pour un élève à besoins spécifiques, d'être inscrit dans l'enseignement spécialisé pour pouvoir bénéficier d'un accompagnement adapté. L'accompagnement dans l'enseignement ordinaire, par les équipes pluridisciplinaires des pôles territoriaux, pourra bénéficier à tous les élèves à besoins spécifiques, à condition qu'un bilan pluridisciplinaire soit réalisé, avec l'adoption d'un protocole d'intégration permanente totale pour les élèves issus de l'enseignement spécialisé, ou un protocole d'aménagements raisonnables pour les élèves de l'enseignement ordinaire.

— **Projet de décret portant le Livre 6 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et portant le titre relatif à la formation professionnelle continue des membres de l'équipe éducative des écoles et des membres du personnel de l'équipe pluridisciplinaire des centres PMS - amendements déposés en séance**

Le présent décret opère une réforme complète et globale de la formation professionnelle continue. Cette réforme s'inscrit dans le cadre des travaux du Pacte pour un Enseignement d'excellence, qui a mis en exergue le fait que la formation en cours de carrière constitue une dimension essentielle de l'évolution du métier d'enseignant et des membres du personnel des équipes pluridisciplinaires des CPMS. Le texte a pour objectif de renforcer la formation professionnelle continue, de l'améliorer et de la dynamiser. Dans un souci de cohérence et d'une meilleure lisibilité, le décret est inséré dans le Code de l'Enseignement fondamental et de l'Enseignement secondaire, et poursuit donc le travail de codification initié par le décret du 3 mai 2019 portant les Livres 1^{er} et 2 du Code de l'Enseignement fondamental et de l'Enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun.



— **Projet de décret portant création des pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale - amendements déposés en commission**

Un des objectifs d'amélioration de notre système éducatif est d'augmenter progressivement l'inclusion des élèves à besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire dans l'ensemble de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Cet objectif repose sur une double ambition d'amélioration de la prise en charge des élèves à besoins spécifiques qui sont scolarisés dans l'enseignement ordinaire et d'augmentation de la part d'élèves scolarisés dans l'enseignement spécialisé qui poursuivent leur scolarité dans l'enseignement ordinaire moyennant des soutiens adéquats (projets d'intégration permanente totale). Dans ce cadre, des pôles territoriaux seront créés et constitueront, pour les écoles d'enseignement ordinaire, un soutien concret dans la mise en place des aménagements raisonnables et des intégrations permanentes totales au bénéfice des élèves à besoins spécifiques, sur tout le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Le présent projet de décret reprend toutes les dispositions nécessaires à la création et au fonctionnement des pôles territoriaux.

— **Projet de décret modifiant diverses dispositions en matière de statut des membres du personnel de l'enseignement - amendement déposé en commission et en séance**

Les dispositions contenues dans le présent projet de décret visent à apporter diverses modifications aux textes relatifs aux membres du personnel de l'enseignement.

Ainsi, ce décret met en œuvre une série d'engagements contenus dans divers protocoles d'accord sectoriel, et notamment l'allongement du congé de naissance pour les membres du personnel enseignant et le personnel administratif et ouvrier. Certaines dispositions assurent la transposition dans les décrets de mesures adoptées au niveau fédéral, d'autres mettent en conformité les textes avec le droit et la jurisprudence européens. En outre, le texte porte à dix jours ouvrables le congé octroyé aux membres du personnel de l'enseignement endeuillés par la perte d'un enfant. Enfin, le projet de décret contient une série de mesures purement techniques, correctrices ou de simplification administrative.





Au-delà du travail parlementaire, il y a aussi les volets « associatif » et « sportif » locaux.

4. QUESTIONS RECEVABLES ADRESSÉES AU GOUVERNEMENT

QUESTIONS ORALES ET QUESTIONS ÉCRITES

Crise sanitaire

- Normes sanitaires dans les écoles à la rentrée de septembre
- Impact persistant de la Covid-19 pour les gestionnaires de piscines
- Impact de la Covid-19 sur la population des internats
- Adaptation des contraintes dans les écoles, suite au CNS du 23/09/2020
- Cours d'Éducation physique et sports
- Cours de secourisme

- Mesures d'assouplissement exceptionnel des modalités de remplacement des membres du personnel absents
- Retours du Congé de Toussaint allongé
- Cantines scolaires en Code rouge de la pandémie
- Relations école - familles
- Stages des étudiants des départements pédagogiques des Hautes écoles dans l'enseignement obligatoire
- Prolongation du code rouge jusqu'au congé de Carnaval et au-delà
- Reprise des activités en natation
- Apport de périodes complémentaires pour le soutien éducatif et psycho-social des élèves
- Éducation physique et sports dans les écoles (suivi)
- Compensations des couts de mesures sanitaires pour 2021 (suivi)
- Perspectives sanitaires et pédagogiques dans les écoles d'ici le congé de détente de Carnaval et au-delà
- Dérogation pour les écoles maternelles pour l'année scolaire 2021/2022, suite à la Covid-19
- Évaluation des aménagements raisonnables en période de pandémie
- Aération des locaux scolaires
- Soins infirmiers pour l'année scolaire 2019/2020
- Centres PMS: les oubliés des frais COVID
- Situation des internats et des homes d'accueil permanents en vue de la rentrée 2021/2022
- Quel code jusqu'aux vacances de Pâques et au 3^e trimestre ?
- Problématique des voyages scolaires et des classes de dépaysement
- Obligation de testing pour des élèves stagiaires dans le qualifiant
- Organisation des écoles du 29 mars au 30 juin
- Gestion des prioritaires dans l'enseignement en période de pénurie
- Reprise à 100 pourcents du présentiel à fenêtres ouvertes
- Organisation des écoles en présentiel à partir du lundi 3 mai
- Anticipation des conditions sanitaires en vue de la rentrée 2021-2022
- Impact de l'enseignement hybride sur les élèves et leurs familles
- Rentrée en code vert pour l'enseignement obligatoire et dans les académies

Éducation

- Cours de remédiation durant les vacances d'été
- Jurys de la Fédération Wallonie-Bruxelles: report de la session de septembre 2020
- Enseignement à domicile
- Avantages sociaux: problématique des garderies
- Évolution du cadre de l'Inspection
- Chiffres de déclaration d'élèves en enseignement à domicile
- Suite de la saga des jurys de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Jury CAP
- Référents en matière de numérique dans les écoles fondamentales et secondaires
- Résultats de l'appel à projet « Transmission de la mémoire » (circulaire 7409)
- Olympiades européennes de statistique



- Point sur l'organisation des jurys de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Être directrice ou directeur dans l'enseignement spécialisé
- Cartographie des acteurs du soutien au numérique éducatif
- Point sur les recrutements au Service général d'inspection (suivi)
- Cadre du Service général de l'Inspection
- Évaluation des enseignants (suivi)
- Enseignement à distance: suivi des visites de l'inspection
- Plan global de lutte contre le harcèlement scolaire
- Dotations complémentaires octroyées à certains établissements WBE
- Livre blanc des personnes-ressources / responsables informatiques dans les établissements scolaires en Fédération Wallonie-Bruxelles
- Jurys de l'enseignement secondaire ordinaire et du CAP (suivi)
- Rythmes scolaires: réaction des organisations syndicales
- Projet de référentiel en informatique pour la section de transition
- Enseignement à distance (suivi)
- Rythmes scolaires: résultats de la rencontre avec les organisations de jeunesse
- Résultats de la réunion avec les représentants des organisations de jeunesse dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires
- Application des dispositions relatives aux nuits dormantes pour les éducateurs d'internat
- Évaluation de la mise en œuvre des aménagements raisonnables
- Commission de l'Enseignement à domicile
- Journée mondiale de la lecture
- Réforme de l'enseignement spécialisé: une réforme qui exclut au lieu d'inclure!
- Journée du pyjama
- Cours privés et préparation du CEB et du CE1D
- Indemnités déplacement en vélo en avril
- Cout des activités extrascolaires d'un jour: répercussions sur les finances des écoles et les parents d'élèves
- Encadrement différencié: classement des implantations de l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire pour l'année scolaire 2021-2022
- Évaluation du 1^{er} degré différencié
- Rupture de confiance dans la concertation relative à la réforme des rythmes scolaires
- Rapport d'évaluation du décret du 30 avril 2019 relatif à l'encadrement différencié
- Corrections du CEB et sécurisation des épreuves externes certificatives
- Évaluation des membres du personnel de l'enseignement: un dossier en suspens?
- Revalorisation de l'indemnité de transport vélo des membres du personnel de l'enseignement
- Campagne de recrutement au Service général de l'Inspection
- Opération Poupées sourdes
- Suivi de la résolution 188 relative au soutien des personnes-ressources techniciens numériques dans les écoles
- Épreuves externes certificatives: organisation et résultats
- Organisation de la rentrée scolaire dans les écoles spécialisées
- Congés pour mission dans l'enseignement obligatoire
- Classement des implantations du fondamental et secondaire ordinaire 2021



Petite enfance

- Prescrits de l'ONE concernant les animateurs brevetés lors des plaines, camps et séjours

Jeunesse et aide à la jeunesse

- Animateurs brevetés pour l'organisation des plaines, camps et séjours
- Accessibilité des SAJ et SPJ

Sport

- Loi sur le travail associatif et son impact pour les clubs sportifs

QUESTIONS D'ACTUALITÉ

- Inquiétude des directions du spécialisé concernant les projets d'intégration
- Arrêt de travail d'enseignants victimes d'agressions répétées
- Réforme des rythmes scolaires
- Report de la réforme des rythmes scolaires + débat

PRÉSEN- TATION DES AUTRES ACTIVITÉS





1. MANDATS PUBLICS

- Conseillère communale - Mouscron (Cheffe de groupe)
- Membre du Comité de Section locale du cdH de Mouscron
- Membre du Comité d'Arrondissement Mouscron/Comines du cdH
- Administratrice de l'Intercommunale IPALLE (Gestion des déchets)
- Administratrice à la Prairie (Ferme pédagogique)
- Administratrice de l'ASBL Futur Aux Sports
- Membre de l'AG du Club de gymnastique olympique mouscronnois asbl (CGOM)
- Présidente de l'ASBL Crèches Saint Achaire
- Président de l'ASBL ELEA (Formation en écoconstruction)
- Présidente de Foyer Tibériade (Foyer d'hébergement pour personnes porteuses d'un handicap)
- Présidente de l'ASBL Royal Dauphins Mouscronnois (Clubs (de D1) de Water-polo, de natation, d'aquagym & aqua-jogging et une école de survie)



2. VISITES DE TERRAIN

Au-delà de mon travail parlementaire s'ajoute un volet plus que capital, c'est le travail de terrain. Rencontrer, écouter et échanger avec les acteurs locaux qu'ils travaillent en faveur de l'économie, la culture, le sport, l'associatif, etc. Être au fait des attentes et des problèmes rencontrés par ces personnes, c'est être proche du citoyen. J'essaie donc d'aller à la rencontre de ces acteurs qui m'interpellent mais je suis également curieuse de connaître les richesses de ma région.



L'ouverture de la route de la Laine à Mouscron : la concrétisation d'un travail parlementaire de longue haleine.

3. PARLEMENT DES ENFANTS

Comme chaque année, les parlementaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles ont la possibilité de parrainer une classe de 6^e primaire de leur région. L'année passée, j'ai travaillé une nouvelle fois avec l'école du Champ d'Oiseau de la Coquinie étant donné que la session précédente avait été entachée par la pandémie. Le thème de cette session était: «En santé à l'école: un défi personnel et collectif pour construire un avenir durable, solidaire et participatif». Un thème pas forcément évident pour nos jeunes élèves. Comme à chaque fois, les élèves sont invités à visiter le Parlement et à comprendre son fonctionnement. À chaque fois, je les invite en commission pour qu'ils puissent, en plus de la théorie, assister en direct à la pratique. Après, cette journée récréative, vient le moment du travail en classe. Les élèves sont invités à rédiger une proposition de décret sur le sujet. Malheureusement, la classe que je marraine n'a pas remporté le prix pour la Province de Hainaut. Je tiens néanmoins à saluer leur participation et le travail qu'ils ont fourni dans une année scolaire peu évidente.





Square Arthur Masson, 6 - 5012 Namur
081.23.10.36 - courriel@parlement-wallonie.be

Éditrice responsable: Mathilde Vandorpe,
Députée cdH au Parlement de Wallonie,
rue Saint-Pierre, 4 boîte 6 - 7700 Mouscron